La Révolution américaine

1 - La société coloniale américaine	page 2
2 - Nathaniel Bacon et la révolte de Blancs pauvres et de Noirs esclaves	page 4
3 - La France et l'indépendance américaine	page 5
4 - L'indépendance pour qui ?	page 6
5 - « La tyrannie, c'est la tyrannie »	page 8
6 - Une révolution étrange (1775 - 1783)	page 9
7 - Paysans révoltés	page 10
8 - Une particularité américaine dans le rapport à l'Etat	page 11
9 - Une Constitution pour les riches	page 13
Bibliographie	page 16
Carte : les colonies britanniques en Amérique du Nord vers 1745	page 17

1-La société coloniale américaine

L'Angleterre du 18ème siècle a fondé des colonies en Amérique du Nord, sans leur accorder une importance particulière. Les colonies se sont développées et fin 18ème, elles forment le joyau de l'empire. A la veille de la Révolution et de la Guerre d'Indépendance, leur population est le tiers de la population métropolitaine. Elles fournissent à l'Angleterre des produits de première valeur, comme le tabac, le riz, le bois et l'indigo. Leur sol porte des récoltes de blé et de maïs qui, non seulement suffisent aux besoins des colons, mais donnent des surplus exportables qui nourrissent les îles à sucre des Antilles. Au début du 18ème siècle, l'économie coloniale produisait aux environs de 4 % de l'économie britannique ; 75 ans plus tard, elle en produit le tiers.

A la veille de l'indépendance, au début des années 1770, les Américains des colonies sont 2,5 millions dont presque 2 millions de Blancs, 520 000 Noirs et 100 000 Indiens tout au plus. 9 Américains sur 10 vivent à la campagne et les villes sont de taille réduite. La plus grosse, Philadelphie groupe 35 000 habitants, New York 25 000 et Boston 16 000. La marche vers l'Ouest a déjà commencé et grosso modo, les colons ont atteint les Appalaches.

La terre est abondante. Dans le Sud, en Virginie, le roi accorde des concessions à ses favoris et à de grands seigneurs. Dans le Maryland et en Virginie, les planteurs produisent du tabac qui est exporté entièrement en Angleterre. Plus au sud, ils cultivent du riz et de l'indigo. Pas encore de coton, dont la culture n'apparaîtra qu'à partir de 1815. Les planteurs divisent une partie de leur propriété en lots et y établissent des fermiers qui paient un loyer. Certains deviennent propriétaires.

Dans le Nord, le système est différent. Lorsqu'un groupe d'hommes ou de femmes formant une congrégation désire se fixer, il s'adresse à l'assemblée de la colonie qui leur attribue un lot de terres qu'ils divisent en parcelles réparties autour de l'église. On y cultive du maïs, du blé et du seigle qui sont produits en abondance, les surplus étant vendus à l'étranger.

Et puis, il y a l'Ouest qui ne cesse d'attirer les colons. Derrière le mot colons qui semble unir tous les Américains dans une même aventure, il y a des situations qui sont devenues extrêmement inégales. Un exemple de colons de l'élite : Georges Washington, futur Père fondateur des Etats-Unis. En 1748, un grand seigneur de Virginie l'envoie en expédition dans l'Ouest pour procéder à des relevés topographiques et préparer l'exploitation des terres vierges. Le jeune Washington apprend à se conduire en propriétaire foncier. Une dizaine d'années plus tard, maître de la plantation de Mount Vernon en Virginie, il met la main sur 4 000 hectares dans la vallée de l'Ohio et les fait cultiver par des esclaves.

Washington se passionne pour les expériences agronomiques et améliore les méthodes de culture : par exemple, il utilise des engrais et de nouveaux instruments agricoles. Il juge que le monde des plantations dépend trop de l'Angleterre. Aussi, il élève des moutons pour ne point acheter de vêtements de laine à Londres. Il suffit d'apprendre le tissage aux esclaves. Il essaye même de domestiquer des bisons. Mais l'essentiel en Virginie est de faire cultiver le tabac par les esclaves noirs.

Les planteurs dominent la société du Sud. Ils vivent comme des aristocrates, organisent des chasses, des fêtes, de beaux mariages. Les riches négociants édifient des propriétés ; les gens de qualité se déplacent en chaises à porteurs ou en carrosse. Il y a aussi une aristocratie new-yorkaise, encore plus ostentatoire : *« des rideaux en poils de chameau, des guéridons japonais, des lunettes cerclées d'or, des épinettes et de monumentales horloges, de la vaisselle en argent et des serviteurs noirs. »* (H. Zinn)

Le commerce avec l'extérieur est régenté par l'Angleterre. Les produits coloniaux doivent être expédiés dans les ports de la métropole, sur des navires anglais, avec des matelots aux trois quarts anglais. Les colonies ne peuvent pas acheter directement à l'étranger. D'autres interdictions visent à limiter, voire empêcher, les activités industrielles des colons et ont été décidées sous la pression des industriels anglais : la loi de 1699 interdit la vente des lainages d'une colonie à l'autre et leur exportation à destination des marchés européens. Les chapeliers anglais ont obtenu, par la loi de 1732, que leurs concurrents des colonies ne puissent pas embaucher un nombre trop élevé d'apprentis, que les peaux de castor soient envoyées et travaillées en métropole. Les colonies américaines peuvent fabriquer de la fonte et du fer mais il leur est interdit de les transformer en machines. L'Angleterre profite ainsi des richesses de ses colonies tout en évitant l'essor d'un concurrent dangereux.

Dans les colonies, il ne manque pas de voix pour protester contre ces mesures discriminatoires, comme Franklin. Mais d'un autre côté, le fait d'appartenir à un grand empire permet le développement du commerce, des villes et des ports. Dans tous les centres commerciaux, comme Boston, Philadelphie, New York, Norfolk en Virginie et Baltimore dans le Maryland, les marchands donnent le ton, car c'est entre leurs mains que se concentrent les affaires maritimes. De cette croissance, la classe dirigeante tire la plupart des profits, tout en conservant le pouvoir politique. A Boston en 1770, 10 % des contribuables possèdent 66 % des actifs imposables de la ville.

Mais un grand nombre de pauvres ont beaucoup de peine à nourrir leur famille, en particulier les serviteurs sous contrat. Ils avaient quitté des villes anglaises et européennes pour chercher refuge en Amérique du Nord. Ceux qui venaient d'Angleterre étaient souvent des fermiers chassés de leur terre par les riches Anglais pour y élever des moutons. D'autres en partirent pleins d'espoir de trouver dans la colonie un vrai paradis. Ils ont signé en Angleterre un engagement, selon lequel ils devaient rembourser leur voyage en Amérique en travaillant pour le compte d'un maître, durant 5 ou 7 ans.

Une fois arrivés en Amérique, après un voyage horrible, les serviteurs ayant signé un contrat étaient achetés comme des esclaves. Dans un journal de 1771, on peut lire : « *tout juste arrivé, le navire Justicia, avec à son bord près de 100 serviteurs sains, hommes, femmes et enfants. La vente aura lieu le mardi 2 avril.* »

Plus de la moitié des colons qui arrivèrent en Amérique travaillèrent d'abord comme serviteurs. Au 17ème siècle, ils étaient pour la plupart anglais, et au 18ème, irlandais ou allemands. Les maîtres vivent dans la peur d'une rébellion des serviteurs. Dans le Sud, ils vivent aussi dans la peur d'une révolte des esclaves qui sont beaucoup plus nombreux que les colons blancs. Dans les années 1750, en Caroline, 25 000 Blancs sont en présence de 40 000 Noirs et de 60 000 Indiens.

2 - Nathaniel Bacon et la révolte de Blancs pauvres et de Noirs esclaves

Et que se passerait-il si les pauvres Blancs s'alliaient avec les esclaves noirs contre les riches ? C'est que c'était arrivé en Virginie en 1676. Des colons en colère avaient mis le feu à Jamestown, leur capitale. Le gouvernement s'était enfui de la ville en flammes, et l'Angleterre avait dépêché par bateau un millier de soldats, pour rétablir l'ordre dans cette colonie de 40 000 colons.

On appela cet événement la révolte de Bacon. Ce fut un soulèvement de colons pauvres contre deux catégories qu'ils considéraient comme leurs ennemis : d'une part les Indiens et, de l'autre, leurs propres dirigeants, riches et privilégiés.

La révolte de Bacon unit plusieurs groupes issus des classes sociales les plus modestes. Le soulèvement fut organisé par les frontaliers blancs, mécontents de la façon dont la colonie était dirigée. Puis les esclaves noirs et les serviteurs blancs se joignirent à la révolte. Ces serviteurs aussi étaient très en colère, principalement à cause de l'énorme fossé qui existait entre les riches et les pauvres de Virginie. La révolte de Bacon commença par des troubles sur la frontière occidentale de la Virginie.

Dans les années 1670, l'est de la Virginie était en majorité contrôlé par de riches propriétaires terriens et les gens ordinaires avaient l'impression d'être repoussés en direction de la frontière, vers l'Ouest. Là-bas, la vie était bien plus dangereuse. Les colons avaient beaucoup de problèmes avec les Indiens et souhaitaient que les dirigeants de la colonie entrent en guerre totale et définitive contre eux. Mais les politiciens et les grands propriétaires préféraient mener une guerre d'usure, moins coûteuse, dans la mesure où ils se savaient supérieurs sur le plan technologique et démographique. Ils choisissaient donc de tenter de diviser les Indiens entre eux, proposant un bon traitement à ceux qui collaboraient, les employant comme pisteurs ou les utilisant comme espions.

Les frontaliers estimaient que le gouvernement colonial les abandonnait à leur sort. Ils étaient en colère, et ils n'étaient pas les seuls. Beaucoup de colons de la Virginie tentaient de survivre malgré la pauvreté et travaillaient en tant que serviteurs, dans des conditions terribles. En 1676, ils se trouvèrent un chef en la personne de Nathaniel Bacon. C'était un propriétaire d'un domaine assez vaste. Ils l'élurent au gouvernement colonial, appelé « Chambre des bourgeois ». Bacon était prêt à envoyer des groupes de citoyens armés combattre les Indiens, en dehors de tout contrôle du gouvernement. Cela alarma le gouverneur de la colonie qui l'accusa de rébellion et le fit capturer.

2000 partisans de Bacon manifestèrent dans Jamestown, et Bacon fut relâché. Dans la principale place forte des révoltés, il y avait 400 hommes armés, Noirs et Blancs ensemble, un mélange d'hommes libres, de serviteurs sous contrat et d'esclaves. Mais, malade, Bacon mourut à l'âge de 29 ans. La révolte ne lui survécut pas longtemps. Un navire de guerre anglais remonta la rivière York afin de rétablir l'ordre.

En un siècle à peine, de la révolte de Bacon à 1760, les colonies seront le théâtre de 18 soulèvements destinés à renverser les gouvernements, de 6 révoltes d'esclaves et d'une quarantaine d'émeutes de toute nature. Pour les classes dirigeantes, il devenait vraiment vital de trouver des moyens d'empêcher un rapprochement entre les opprimés. Eloigner les Indiens, leur faire la guerre pour gagner le soutien des Blancs, offrir aux Blancs des récompenses pour qu'ils ramènent des esclaves en fuite, interdire aux Noirs libres de voyager en territoire indien, interdire les rapports sexuels entre Blancs et Noirs, utiliser l'arme du racisme, etc…

Mais un type de contrôle allait s'avérer sérieusement efficace à mesure que les colonies s'accroissaient et il eut des effets majeurs pour assurer la domination des élites tout au long de l'histoire américaine. *« Entre les très riches et les très pauvres, on assistait à l'émergence d'une classe moyenne de petits planteurs, de fermiers indépendants, d'artisans des villes, tous blancs, qui en contrepartie de petits privilèges que leur accordaient les gros négociants et les riches planteurs, constituaient un rempart efficace contre les esclaves, les Indiens de la Frontière et les Blancs misérables. »* (H. Zinn)

Par exemple, dans les villes, les gouvernements s'attachèrent à soutenir la main-d'œuvre blanche en la protégeant de la concurrence des Noirs. A New York, aucun Noir n'est autorisé à transporter des marchandises pénétrant ou sortant de la ville. Autre exemple, en Caroline du Sud, une loi interdisait aux patrons de Charleston d'employer des Noirs comme manœuvres ou comme apprentis.

Ainsi, pour diriger, les classes supérieures doivent faire des concessions à la petite bourgeoisie sans pour autant mettre en jeu leur fortune et leur pouvoir. C'est donc aux dépens des esclaves, des Indiens et des Blancs pauvres que cela se fit.

Dans les années 1760 et 1770, le groupe dirigeant des colonies inventa un merveilleux outil : parler de Liberté et d'Egalité, *« ce qui était à même de séduire suffisamment de Blancs pour provoquer un soulèvement contre l'Angleterre sans pour autant mettre fin à l'esclavage et aux inégalités. »* (H. Zinn)

3 - La France et l'Indépendance américaine

Concernant l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique, on nous sert en France un beau discours : la France aurait soutenu les belles idées de la Révolution américaine et l'aurait naturellement aidée à la réussir. La réalité est un peu plus nuancée. En fait, la France se comportait en Amérique du Nord bel et bien comme la Grande-Bretagne à cette époque. Elle avait même commencé à coloniser cette région avant elle. Au début, il y avait assez d'espace pour les diverses colonisations. Mais au 18ème siècle, le choc devient inévitable. C'est que des colons anglais commencent à se sentir à l'étroit sur la côte Est. Pour une raison ou pour une autre, un certain nombre s'enfonce vers l'Ouest. Ils vont y découvrir la puissante implantation française.

Selon l'historien René Rémond, « *depuis la fin du 17ème siècle, partant de leur base canadienne, en exploration, les missionnaires jésuites ou récollets, les coureurs des bois ont reconnu peu à peu les Grands Lacs, les sources du Mississipi, descendu le grand fleuve jusqu'à son embouchure, remonté ses affluents de la rive gauche, poussé jusqu'en direction des Alleghanies, et pris possession, au nom du roi de France, de l'immense territoire qui s'étend de l'embouchure du Saint-Laurent à celle du Mississipi : la Louisiane. Un empire français d'Amérique se constitue dont l'arc immense, tendu sur des milliers de kilomètres, encercle complètement les treize colonies (britanniques), leur interdisant toute pénétration vers l'intérieur, les menaçant même d'être jetées à la mer si l'entreprise s'affermit. Pour les colons anglais, il y va de leur avenir, de leur existence même* ».

Colons anglais et français sont donc bientôt en rivalité. Certes, la différence de population est de taille : un million et demi pour les Anglo-Américains, sur un territoire resserré, à peine 60 000 Français sur une zone immense. Mais le problème ne se règlera que par la violence et par la force. La marine britannique intercepte les renforts français et apporte

des aides importantes aux Anglais. Les nombreux conflits entre France et Angleterre sont chaque fois l'occasion, pour les colons anglais, de grignoter des positions sur les Français.

En 1748, les Français perdent les accès au Saint-Laurent, Terre-Neuve, l'Acadie : c'est leur accès à la mer, donc à la France, qui est compromis. Le rapport de forces bascule définitivement avec la Guerre de Sept ans, guerre connue aux USA sous le nom de « *Guerre contre les Français et les Indiens* ». En fait, chaque camp ne se priva pas d'utiliser l'alliance de telle ou telle tribu indienne pour mener sa guerre. A l'issue de la guerre, le Canada passe à l'Angleterre, la Louisiane à l'Espagne, la France a tout perdu.

Pour les élites des colons américains, la France battue, c'est une excellente affaire. Il n'y a plus maintenant qu'un empêcheur de coloniser en rond, les Indiens, et un seul rival, les Anglais. La possibilité même de se séparer de la Grande-Bretagne devient plus claire.

Mieux ! Il va vite s'avérer, des les débuts de la guerre d'indépendance, qu'il faut aux colonies des alliés, et que, peut-être un allié de taille pourrait être... la France, rivale de l'Angleterre. Evidemment, l'on craignait en même temps, en faisant appel à ceux que l'on avait combattus quinze ans plus tôt, que celle-ci ne profite d'un tel retour, et qu'elle agisse à son profit. C'est Benjamin Franklin, un imprimeur-journaliste né à Boston, également inventeur du paratonnerre, mais aussi homme politique, l'un des rédacteurs de la Déclaration d'indépendance, qui sera envoyé en France sur la pointe des pieds. A Paris, il séduira les milieux les plus éclairés, et il sera reçu par Louis XVI, qui reconnaît alors la République des Etats-Unis. Un traité d'alliance sera signé et la France, dans le but évident d'affaiblir l'Angleterre, apportera à l'Amérique de l'argent, des armes, un corps expéditionnaire, une escadre et l'alliance de l'Espagne.

Par un paradoxal retournement de l'histoire, la Révolution américaine contribuera moins de dix ans plus tard, en 1789, à inspirer les rédacteurs français de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, après l'élimination par la Révolution française du même Louis XVI. L'ascension de la jeune bourgeoisie fait feu de tout bois.

4 – L'indépendance pour qui ?

C'est vers 1760 qu'apparaissent des élites politiques et sociales à la fois stables, cohérentes, efficaces et reconnues comme telles au sein de la société coloniale américaine. Il s'agit de chefs politiques et sociaux, très influents dans leur ville ou dans leur colonie. La plupart sont des gens instruits, avocats, docteurs et écrivains. Leurs idées ont un poids réel sur l'opinion publique. Certains sont très proches des cercles dirigeants, constitués par les gouverneurs, les collecteurs d'impôts et des notables représentant la Grande-Bretagne. D'autres en sont au contraire éloignés.

Ces élites locales ressentent de moins en moins le besoin de s'appuyer sur l'Angleterre, tandis que l'Angleterre ne peut se passer de la richesse de ses colonies américaines. Le conflit devient inévitable.

La politique de l'Angleterre se durcit à partir de 1763. En effet, l'Angleterre a triomphé de la France dans la guerre de 7 ans. La France a perdu le Canada, et cédé la Louisiane à l'Espagne, pays qui n'est pas suffisamment puissant pour mettre en danger l'Angleterre.

En 1763, le roi d'Angleterre décide que le territoire de l'Ouest des Appalaches serait Territoire indien. En conséquence, il devient interdit aux colons de s'installer sur ce territoire. La même année, le parlement anglais augmente les droits d'importation sur le sucre. Puis en 1765, il étend aux colonies le droit sur le timbre, le Stamp Act. Ce qui signifie que tout acte officiel et tout écrit public sont frappés d'un droit. Les motivations sont simples : la guerre a vidé les coffres royaux et il faut les remplir.

A Boston, les classes les plus modestes commencent à exprimer leur mécontentement au cours de réunions de quartier. Un gouverneur du Massachusetts écrit que les pauvres de Boston, ainsi que des gens de condition moyenne, se rendent régulièrement à ces réunions. Ils sont si nombreux que, par un vote, ils interdisent aux « gentilshommes » et aux Bostoniens proches des cercles dirigeants d'y participer.

A Boston, des hommes de l'élite locale, mais n'appartenant pas à la classe dirigeante rattachée à l'Angleterre, entendent les plaintes des Bostoniens les plus pauvres. James Otis et Samuel Adams appellent les classes défavorisées à agir.

Le peuple de Boston va montrer ce dont il est capable après que le gouvernement britannique ait édité le Stamp Act de 1765. Les colons, qui avaient déjà souffert lors de la guerre, refusent de payer. La foule détruit les maisons d'un riche marchand et de Thomas Hutchinson, l'un des hommes qui dirigent les colonies au nom de la Grande-Bretagne. Les émeutiers démolissent sa maison à coups de haches, boivent tout son vin et emportent ses meubles ainsi que certaines de ses possessions.

Les autorités anglaises prétendent qu'il s'agit d'une « *guerre de pillage, un nivellement général afin d'abolir la distinction entre riches et pauvres* ». Mais ces accès de violence inquiétent également les chefs locaux tels que James Otis. Ceux-ci souhaitent que la haine sociale des pauvres se tourne uniquement contre les riches qui servent la Grande-Bretagne.

Des marchands, des armateurs et de riches artisans de Boston fondent un groupe politique du nom de Loyal Nine (les 9 Justes). Ils organisent un défilé afin de protester contre le Stamp Act. Les 9 Justes font partie des classes moyenne et dirigeante, mais ils encouragent les gens des classes inférieures, tels que les ouvriers des chantiers navals, les apprentis et les artisans, à s'associer à leurs revendications (sans inviter cependant les Noirs à les rejoindre). 2 à 3 000 personnes manifestent en face du contrôleur du Timbre. Lorsque les « gentilhommes » qui avaient organisé cette manifestation se retirent, la foule va jusqu'à détruire une partie de la propriété du contrôleur. Plus tard, les chefs locaux vont condamner cette violence. Ils blâment les émeutiers et rompent tout lien avec eux.

Quand le gouvernement britannique voudra à nouveau taxer les colonies, les élites coloniales appellent à de nouvelles manifestations. Mais cette fois-ci, les leaders de ce mouvement, tels que Samuel Adams et James Otis, insistent sur un point : « *Pas de bandes, pas de troubles, pas de tumultes*. » Et ils donnent cette consigne à leurs hommes : « *plus de populace ni de troubles. Faites en sorte que même les biens de votre pire ennemi ne soient pas mis en péril* ». Ils souhaitent que le peuple dirige sa colère contre les représentants de la Grande-Bretagne, mais ils désirent également, si ce n'est plus encore, s'assurer de la sécurité « *des biens et des personnes* ».

La crise de la loi sur le Timbre fait donc prendre conscience aux responsables politiques que les pauvres révoltés peuvent se retourner contre les riches, qu'ils soient anglais ou américains.

Les chefs politiques et sociaux de la ville créent un « Comité de correspondance » pour planifier des actions contre les Britanniques, en les contrôlant dès leur mise en œuvre. Une de ces actions sera la Tea Party de Boston en 1773. Afin de protester contre l'impôt sur le thé, un groupe de colons, déguisés en Indiens, confisque la cargaison d'un navire anglais et la jette dans les eaux du port de Boston.

L'Angleterre répond à la Tea party en imposant une nouvelle série de lois, encore plus strictes que les précédentes. Elle ferme en outre le port de Boston, démet de ses fonctions le gouvernement colonial et envoie des troupes. Les colons organisent d'énormes manifestations.

L'élite instruite veut tourner la colère des classes inférieures contre la Grande-Bretagne. Patrick Henry écrit des discours exaltant le sentiment patriotique et la nécessité de se rebeller contre la Grande-Bretagne, tout en étant suffisamment vague pour éviter le réveil des conflits de classe au sein du parti des révoltés.

En 1776, Thomas Paine publie un petit livre intitulé le Bon Sens. C'est la première fois que quelqu'un déclare que les colonies doivent se libérer de la tutelle britannique. Thomas Paine ne fait pas partie de l'élite. A son arrivée en Amérique, il n'était qu'un pauvre immigré anglais ; mais lorsque la révolution a éclaté, lui non plus n'a pas cautionné les actions de la foule et des classes inférieures.

Le Bon Sens sera le pamphlet le plus célèbre de l'Amérique coloniale. Mais il suscite la peur chez les colons constituant l'élite. Ces élites soutiennent la cause patriotique de l'indépendance mais ne souhaitent pas aller trop loin dans la démocratie.

5 – « La tyrannie, c'est la tyrannie »

Chaque acte de répression de la part de la Grande-Bretagne était vécu comme une vexation supplémentaire et ne faisait qu'augmenter la colère des colons. La révolte va se transformer en révolution. En 1774, les colons créent le « Congrès continental ». C'est une assemblée politique : elle est illégale et représente un pas de plus vers un gouvernement indépendant.

La première confrontation militaire entre les colons et les troupes anglaises a lieu à Lexington et à Concord, à quelques kilomètres de Boston, en avril 1775. Après cela, le Congrès continental décide la séparation d'avec l'Angleterre. Thomas Jefferson, propriétaire de plusieurs centaines d'esclaves, rédige une Déclaration d'indépendance. Le Congrès l'adopte le 2 juillet 1776 et la rend publique deux jours plus tard. Cette déclaration exprime la volonté de se séparer de l'Angleterre, tout en laissant entendre que le peuple est parfaitement uni. C'est une déclaration de notables qui ne veulent pas bouleverser les rapports entre argent et pouvoir tissés depuis 150 ans dans les colonies.

Les premiers mots de la Déclaration sont : « *Nous tenons pour évidentes ces vérités, à savoir que tous les hommes sont créés égaux, qu'ils sont doués par leur Créateur de plusieurs droits inaliénables, que parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur ; que pour protéger ces droits, des gouvernements sont institués parmi les hommes et tiennent leurs justes pouvoirs du consentement des gouvernés ; que lorsqu'une forme de gouvernement menace ces droits, il est du droit du peuple de la modifier ou de l'abolir, et d'instituer un nouveau gouvernement.* »

Comme le souligne H. Zinn : « *Pourtant certains Américains restaient clairement exclus de cette communion, autour d'intérêts partagés que la Déclaration d'indépendance entendait formaliser. On n'y évoquait nulle part les Indiens, les esclaves noirs ni, pour finir, les femmes* ». Et à propos des Indiens, le roi d'Angleterre était accusé de « *soulever les sauvages et impitoyables Indiens, dont la règle de guerre bien connue est de détruire sans distinction les êtres de tous âges, sexes et conditions.* »

La Déclaration d'Indépendance est lue du balcon de l'hôtel de ville de Boston, par l'un des conservateurs opposés aux émeutes populaires. Après quoi, le Comité de Correspondance de Boston ordonne aux citoyens de la ville de se rendre sur le terrain municipal pour répondre à l'incorporation militaire. On constate alors que les riches peuvent échapper à la conscription, contrairement aux pauvres. Des manifestants crient : « *La tyrannie, c'est la tyrannie, quel que soit celui qui l'impose.* »

6 – Une révolution étrange (1775 - 1783)

La révolution oppose la Grande-Bretagne à ses colonies d'Amérique du Nord. Mais d'autres révoltes surviennent dans ces années de lutte. Des soldats se retournent contre leurs officiers, des Indiens s'allient à leurs ennemis de la veille, des fermiers pauvres du Massachusetts prennent les armes contre leur tout nouveau gouvernement américain.

Le Congrès continental, qui gouvernera les colonies pendant toute la durée de la guerre contre la Grande-Bretagne, est dominé par des individus fortunés. Ils sont tous liés les uns aux autres, par leur mariage, par des liens familiaux par des intérêts financiers communs. Tous se soucient du bien des autres, qui est également le leur. Selon H. Zinn, à l'époque de la révolution, *« 10 % de la population se composait de grands propriétaires terriens et de négociants qui »,* en plus de leur fortune personnelle, *« possédaient également la moitié de la richesse nationale et par le biais des esclaves, un septième de la population totale. »* Cette « *Révolution n'ouvrit les portes du pouvoir à aucune autre classe sociale que les riches. Les hommes qui la dirigèrent étaient, dans leur majorité, des membres de l'élite coloniale. (…) Washington était l'homme le plus riche d'Amérique.* »

Mais la victoire américaine sur l'armée britannique ne sera rendue possible que par l'existence d'un peuple déjà en armes. Les Blancs de sexe masculin possédent presque tous un fusil et savent s'en servir. Les meneurs de la révolution se méfient de la masse des pauvres, mais ils ne peuvent vaincre l'Angleterre sans leur aide. Comment rallier un maximum de personnes à leur cause ? Ce n'est pas simple à obtenir. L'enthousiasme guerrier n'est pas général. Au cours de la guerre d'Indépendance, la plupart des Blancs font un passage plus ou moins bref dans l'armée mais seule une minorité y demeure tout du long.

L'un des moyens est de promettre aux officiers qui serviraient jusqu'à la fin de la guerre qu'ils recevront la moitié de leur solde jusqu'à la fin de leur vie. Mais ceci ne concerne pas les simples soldats, qui ne sont pas payés. Le 1er janvier 1781, des soldats de Pennsylvanie se mutinent. Ils tuent l'un de leurs capitaines, en blessent d'autres et se dirigent vers Philadelphie et le Congrès, armés de canons. Il faudra l'intervention de Washington, commandant en chef de l'armée, pour parvenir à les apaiser.

Un autre moyen sera de distribuer des lopins de terre aux petits fermiers afin de s'assurer de leur soutien. Ces petits fermiers représentent vite une menace durant la guerre. Ce sont des éleveurs ou des agriculteurs qui sont locataires de leurs terres. Ils cessent de payer

leurs propriétaires, et le gouvernement révolutionnaire craint une rébellion. Aussi confisque-t-il les terres des loyalistes (les propriétaires terriens restant du côté de l'Angleterre) et leur distribue-t-il quelques lopins, tout en se gardant la plus grande partie.

Et bien sûr, un autre moyen sera la répression. Dans les colonies du Sud, les classes défavorisées refusent de se joindre à la révolution. De leur point de vue, la guerre ne les regarde pas : que les colonies gagnent ou pas leur indépendance, ils seraient toujours dirigés par une élite politique. Alors, raconte le général envoyé par Washington, « *plus d'une centaine de colons restés fidèles à l'Angleterre furent tués, les autres découpés en morceaux* ». Ce qui, ajoute le général, eut un heureux effet sur les gens de la région, qui jusque là refusaient de soutenir la révolution.

La révolution devenant un conflit militaire force les gens à choisir leur camp, dans l'unique affrontement auquel on accorde une importance. Les élites dirigeantes semblent apprendre avec le temps que la guerre les garantit contre les troubles internes.

7 - Paysans révoltés

Pourtant, des troubles civils éclatent dans une demi-douzaine de colonies, même pendant la guerre contre l'Angleterre. En 1780, le gouvernement du Massachusetts décide que les gens qui ne possédent pas assez de terre ne peuvent pas voter. Personne ne peut, en outre, accéder à un poste officiel sans posséder une fortune considérable. Les fermiers et les agriculteurs qui ne parviennent pas à rembourser leurs dettes en veulent aux autorités de Boston.

Dans certains comtés, on commence à se réunir illégalement pour former une opposition au gouvernement. Un paysan du nom de Plough Jogger prend la parole au cours d'une réunion afin d'exposer le mal que leur fait le gouvernement, et ce qu'il entend faire à présent : « *On m'a suffisamment trompé. On m'a contraint à prendre plus que ma part dans la guerre. J'ai supporté les taxes sociales, les impôts communaux, les impôts provinciaux, les impôts continentaux et tous les impôts inimaginables. J'ai été traqué et pressuré par les shérifs, les constables et les collecteurs et l'on a vendu mon troupeau bien au-dessous de sa valeur… Les puissants vont nous prendre tout ce que nous avons et j'estime qu'il est temps de nous révolter, d'en finir avec tout ça et de nous débarrasser des tribunaux, des shérifs, des collecteurs d'impôts et des juristes en tous genres.* »

Des groupes armés de paysans se forment. Ils occupent les marches des tribunaux pour empêcher ceux-ci de rendre leurs verdicts. Dans l'Ouest du Massachusetts, Daniel Shays est un vétéran de l'armée révolutionnaire. C'est un ouvrier agricole misérable. Il a quitté l'armée en 1780 car il n'avait pas touché sa solde. Il comparait devant les tribunaux pour dettes. Et il découvre que beaucoup d'autres se trouvent dans la même situation que lui. Une femme malade, incapable de rembourser, s'est fait saisir son lit alors qu'elle se trouvait encore dedans.

Lorsque la Cour suprême du Massachusetts juge des chefs de la rébellion paysanne coupables de crimes, Shays regroupe une troupe de 700 fermiers et agriculteurs armés, pour la plupart des vétérans de la révolution. Alors qu'ils se rendent à Springfield, au tribunal, d'autres hommes se joignent à eux. Les juges abandonneront immédiatement les procès.

Un des chefs révolutionnaires, Samuel Adams, qui avait appelé à se soulever contre le roi d'Angleterre, aide à la rédaction d'une loi contre les attroupements séditieux et déclare : « *Tout homme osant se rebeller contre les lois d'une République devrait encourir la mort.* »

Les paysans poursuivent leurs actions, mais l'hiver et la neige les empêchent peu à peu de se rendre devant les tribunaux. Des marchands de Boston réunissent alors des fonds afin de lever une armée contre les fermiers révoltés. Les rebelles, débordés par le nombre, vont se débander.

La crainte des dirigeants politiques et économiques de la nouvelle nation, que la révolte se répande, que les pauvres exigent une part des biens des riches, cette crainte présente à l'esprit des hommes qui rédigèrent la Constitution des Etats-Unis, est un danger bien vivant.

8 - Une particularité américaine dans le rapport à l'Etat central

Il existe dans la démocratie bourgeoise américaine une particularité que l'on ne trouve guère ailleurs dans les pays riches de la planète. C'est ce sentiment très répandu d'hostilité à l'Etat central. A première vue, et lorsque l'on entend les arguments utilisés, on pourrait entendre là une conviction profonde pour une démocratie plus authentique. Mais les choses sont plus complexes.

Ce sentiment de méfiance envers l'Etat central se trouve et s'entend parmi des politiciens, qui peuvent en faire un usage démagogique, comme on l'a vu avec le mouvement du Tea Party au lendemain de la crise de 2007-2008. C'est à ce genre de position politique que quelqu'un comme Edward Snowden adhère. Souvent présenté comme un lanceur d'alerte courageux, il s'agit en fait d'un ancien employé de la CIA et de la NSA, ulcéré de découvrir l'importance de la surveillance que peut exercer l'Etat sur le citoyen Mais cela n'en fait pas pour autant quelqu'un de progressiste.

C'est que, paradoxalement, le sentiment de rejet de l'Etat central peut se colorer d'une vision plutôt à droite, voire à l'extrême droite. On rejette l'Etat, ses contraintes, ses règles, ses impôts aussi. Et ce au nom d'une liberté de l'individu, considérée comme sacrée. C'est à cette vision que se rapporte également l'engouement si enraciné pour la détention et le droit d'utiliser des armes à feu, même s'il est efficacement entretenu et défendu par des lobbies financièrement puissants.

Ainsi, il se trouve qu'aux Etats-Unis, ceux qui prônent un rôle minimal à l'Etat sont plutôt de droite, alors qu'en Europe, en France en particulier, les bourgeoisies ont, pendant des siècles, donné un rôle et une importance cruciale à l'Etat, pour construire la société capitaliste. Ce n'est que depuis les années Reagan, puis Bush, que l'idée qu'il faudrait plutôt amaigrir l'Etat est reprise en Europe, dans les milieux dirigeants.

Mais aux Etats Unis, le sentiment anti Etat est aussi un sentiment populaire, un sentiment ancien et profond, dont les racines proviennent sans doute des premières années de construction des colonies américaines.

Dans les milieux populaires, et aujourd'hui sans doute dans l'intérieur du pays, cette méfiance, pour ne pas dire cette hostilité envers l'Etat central, est le fruit de l'histoire même de la colonisation. Lors de leur arrivée et depuis la mise en place du premier établissement anglo-saxon, Jamestown, en 1607, les colons vivent sans Etat central. Ou plutôt, l'Etat central est resté à Londres.

« *Ces hommes qui ont préféré s'expatrier et courir les périls d'une traversée dangereuse à composer avec les injonctions du prince ou à admettre des accommodements avec l'Eglise établie, entendent vivre en conformité avec leur foi et régler sur elle la vie de leurs petites communautés* », nous dit René Rémond. Et il précise justement : « *La religion y gouverne non seulement la vie privée, celle de la famille, elle y régit aussi la vie publique. Rien de plus éloigné de l'idéal de tolérance universelle que définiront Franklin ou Jefferson, que ces sociétés primitives, jalousement attachées à l'unité de foi et qui persécutent tous ceux qui ne pensent pas comme la collectivité, d'aussi bon cœur que les persécutèrent ceux qu'ils fuirent. L'Etat y est étroitement uni à l'Eglise et quiconque s'écarte de l'Eglise se retranche ipso facto de la société civile (...) c'est l'époque de la chasse aux sorcières* ».

Sociétés primitives, oui, le rapprochement que fait ici René Rémond est éclairant. Certes, il y a une différence de taille entre ce que la science appelle sociétés primitives et ces communautés d'Européens exilés du 17ème siècle. Les premières se sont dotées de moyens sociaux d'empêcher que ne se développe en leur sein des inégalités de richesse trop importantes. Les puritains venus d'Europe n'ont pas ce souci, bien au contraire, ils se lancent dans une course à une future richesse. Mais voilà, l'histoire veut qu'ils le font sans Etat central. Et cela change évidemment des choses. La liberté y est plus grande, même si elle est en partie corsetée par l'idée religieuse. Elle peut trouver des espaces dont elle dispose moins sous la férule de l'Etat, surtout à cette époque.

Mais c'est encore plus vrai pour ce domaine qui nous intéresse au plus haut point, celui de la manière dont les hommes choisissent de se gouverner. Cette construction de la société, sans Etat central, ou même avec les premiers Etats, indépendants les uns des autres, laisse place à des pratiques forcément plus démocratiques, formellement, que ce soit pour les règlements de la vie quotidienne, ou de la vie civile en général. On sait comment, par exemple, le shérif de chaque village est choisi par élection. Aujourd'hui encore, il en reste quelque chose : le shérif est un officier élu, il est le responsable de la justice au niveau d'un comté (chaque Etat est divisé en comtés).

C'est donc un surplus de démocratie et de liberté que permet la vie sans Etat central qui va naître, dans la pratique, sur la terre des futurs Etats-Unis. Même en voulant reprendre leurs pratiques religieuses venues d'Europe, les colons entretiennent et développent une vie plus démocratique que tout ce que peuvent connaître les classes sociales comparables dans l'Europe de l'époque : « *Les habitants transposent dans leur vie de citoyens leurs habitudes de fidèles,* détaille René Rémond *: ils discutent ensemble des intérêts de la bourgade comme ils délibèrent en commun de ceux de l'Eglise. Le pacte conclu par les passagers du Mayflower stipulait déjà expressément la subordination des préférences individuelles à l'intérêt de la communauté. Ainsi les croyances religieuses, la discipline ecclésiastique, en acclimatant insensiblement des pratiques démocratiques, orientent-elles la société de la Nouvelle-Angleterre vers une démocratie de fait. Dans les groupements qui se constituent autour des ports, aux carrefours de routes, à proximité de petits ateliers, sur les marchés ruraux, se développe une vie municipale* ».

Cependant, l'historien enjolive les choses. Car cette démocratie nie l'existence des femmes, des Indiens, puis des Noirs, lorsqu'ils seront bientôt importés. Et elle ne réussira pas à empêcher la montée en puissance des riches de plus en plus riches par rapport aux autres. N'empêche, cette inégalité de richesse qui fera du pays la patrie du capitalisme, créera certes une contradiction mais ne réduira pas une certaine idée démocratique. De même, les nécessités de la guerre d'indépendance, bien qu'elles aient abouti à la mise en place les

prémices d'un Etat central avec le Congrès continental, n'effaceront pas non plus cette part du rêve américain qui est faite d'idéal démocratique... sans Etat ou hors de l'Etat.

Cette contradiction prend un relief particulier au lendemain de la reconnaissance par l'Angleterre de l'indépendance de ses anciennes colonies (30 novembre 1782). La paix obtenue, le Congrès continental a en face de lui une multitude de problèmes : exécuter les traités, rembourser les emprunts, démarrer des négociations commerciales. Mais une règle le paralyse : il faut l'unanimité des treize Etats. Et cette paralysie commence à donner au pays des airs d'anarchie. Une partie de l'armée se mutine, la dette enfle, la monnaie perd de sa valeur. Il faudra quelque cinq années de désolation, d'incapacité, pour qu'une conclusion s'impose : il faut un véritable Etat central. Et pour cela, il faut ré écrire la Constitution.

Les délibérations vont durer quatre mois, de mai à septembre 1787. Ce texte « *règle aujourd'hui encore le fonctionnement des institutions politiques américaines* » (René Rémond). En voici les idées principales. Chaque Etat reste souverain, et pourra avoir ses propres lois. Au dessus des Etats, on érige un Etat fédéral, lui aussi souverain, mais dans une sphère limitée : la politique extérieure, la défense, le commerce avec l'étranger, le commerce entre les Etats. Tout le reste, y compris donc justice, police, lois, etc. continue de rester de la seule compétence des différents Etats.

Reste un dernier point. Comment représenter les différents Etats, alors que les plus importants en population revendiquent d'avoir une plus grande place ? C'est la solution de Benjamin Franklin qui sera acceptée : tous les Etats, quelle que soit leur taille, ont la même représentation au Sénat. Par contre, la représentation sera proportionnelle dans l'autre chambre, appelée ici Chambre des Représentants.

Ceux qui mettent en place cette Constitution montrent une méfiance instinctive contre un pouvoir trop concentré. Ainsi, le président ne peut dissoudre une chambre, contrairement à ce qui se passe en France. Il ne peut nommer certains hauts fonctionnaires sans l'accord du Sénat, de même pour la signature des traités. Il faut aussi l'accord du Congrès pour le vote du budget. Les puissants, on le voit, ont soigné leur système pour partager au mieux les pouvoirs.

Par contre, envers le petit peuple, il n'est pas question de démocratie du tout ! Les rédacteurs de la Constitution américaine pensent que si on le laisse faire, le peuple deviendra despotique, qu'il voudra prendre tout le pouvoir. Ainsi, nulle part, dans aucun Etat, ni non plus au niveau fédéral, il n'est mis en place un suffrage universel : les sénateurs sont désignés dans chaque Etat, le président est choisi par un collège restreint d'électeurs.

L'histoire, on le sait, va avancer. Les grandes institutions s'ouvriront à un suffrage plus large des électeurs, par étapes, mais en échange, comme en Europe, c'est l'administration centrale qui aura récupéré de plus en plus de responsabilités. L'Etat central va prendre de plus en plus de puissance, notamment en entreprenant les guerres. Plus les Etats-Unis se trouveront d'ennemis, plus ce sera l'occasion de renforcer l'Etat central et ses prérogatives. On l'a encore vu avec les attentats du 11 septembre, qui ont permis de rogner sur les libertés et de mettre en place une machine de surveillance de la population à l'échelle planétaire. Et en même temps, la méfiance envers l'Etat central reste, toujours présente.

9 - Une Constitution pour les riches.

En 1787, 55 hommes se réunissent donc à Philadelphie pour élaborer la Constitution américaine. La plupart sont des professionnels du droit, des propriétaires terriens, possèdent

des esclaves, des manufactures, des compagnies maritimes ; 40 d'entre eux détiennent des titres gouvernementaux.

Ainsi, *« la plupart des rédacteurs de la Constitution avaient économiquement intérêt à établir un gouvernement fédéral fort et centralisé : les fabricants souhaitaient un protectionnisme douanier ; les prêteurs sur gages désiraient interdire l'usage du papier-monnaie pour le remboursement des dettes ; les spéculateurs fonciers voulaient être protégés lorsqu'ils envahissaient les terres indiennes ; les propriétaires esclavagistes désiraient une garantie fédérale contre les révoltes d'esclaves et les fugitifs ; les détenteurs de titres, un gouvernement capable de collecter l'argent des impôts nationaux afin de pouvoir monnayer leurs titres. »* (H. Zinn)

Mais certaines catégories ne sont pas du tout représentées : les femmes, les esclaves, les serviteurs sous contrat et les individus ne possédant rien. La constitution ne reflètera nulle part leurs aspirations.

A New York, le débat sur la Constitution est passionné. Certaines personnes sont favorables à un gouvernement fort et centralisé. D'autres sont d'avis que les 13 Etats doivent rester totalement indépendants ou légèrement liés entre eux.

L'un des rédacteurs de la Constitution, James Madison, propriétaire d'une plantation de tabac avec de nombreuses femmes esclaves en Virginie, explique clairement qu'un gouvernement représentatif est nécessaire dans une société minée par les conflits naissant de l'inégale répartition des richesses. Le problème, selon lui, est donc de contrôler ces conflits. Hamilton argumente : « *Toute communauté est divisée entre une minorité et une majorité. La première est constituée des riches et des bien nés, l'autre de la foule du peuple. Le peuple est turbulent et changeant ; il ne juge ou décide de façon juste que très rarement. Donnez donc à la première des classes une part déterminée et permanente du gouvernement. Seul un corps politique permanent saurait réfréner l'imprudence de la démocratie.* »

Ainsi, le véritable problème est de contrôler la majorité. La solution est offerte par une Constitution mettant en place une vaste république, c'est-à-dire une grande nation réunissant 13 Etats distincts. Ainsi, « *il sera plus difficile à ceux qui le souhaiteraient d'avoir une idée précise de leur véritable force et d'agir à l'unisson des autres… L'influence des dirigeants factieux pourrait peut-être allumer l'étincelle dans leurs Etats respectifs mais ne pourrait provoquer une conflagration généralisée à tous les autres Etats.* » Et pour encore mieux empêcher une faction minoritaire de peser, on applique le principe de prise de décision à la majorité des voix.

Finalement, *« la Constitution fut un compromis entre les intérêts des esclavagistes du Sud et ceux des affairistes du Nord. Dans le but d'unifier les 13 Etats en un grand marché commercial unique, les délégués des Etats du Nord souhaitaient une réglementation des échanges entre les Etats et insistaient sur le fait que les lois ne requièrent pour être votées que la majorité des votes au congrès. Le Sud accepta, mais en échange de la promesse que l'on autorisera le commerce d'esclaves à se poursuivre pendant encore 20 ans avant de songer à l'interdire. »* (H. Zinn)

La Constitution défend tout aussi clairement le droit à la propriété. On y trouve l'expression « *vie, liberté ou propriété* », qui remplace celle de la déclaration d'Indépendance : « *vie, liberté et recherche du bonheur* ».

C'est qu'environ un tiers de la population des Etats-Unis est alors constituée de propriétaires. La plupart sont des fermiers ne possédant que très peu de terres. Mais cette population a le sentiment de posséder quelque chose, qu'un gouvernement fort et stable peut garantir et protéger. Aussi est-elle une base de soutien importante, sans doute plus développée que dans n'importe quel autre pays du monde à cette époque.

Les ouvriers-artisans des villes pensent également avoir tout à gagner d'un gouvernement qui les protége de la concurrence étrangère. C'est particulièrement vrai à New York où 4 000 ouvriers-artisans se réjouissent de la ratification de la Constitution en manifestant avec des drapeaux. Bien qu'opposés à l'élite coloniale, ces artisans sont nationalistes et ils exigent un gouvernement qui les protège contre les chapeaux et les chaussures anglaises et tous les biens de consommation qui se déversent en Amérique après la Révolution.

La Constitution illustre la complexité de la situation de la société américaine : elle sert en premier lieu les intérêts de l'élite fortunée, elle fait des gestes en direction des propriétaires, des fermiers modestes, des ouvriers artisans des villes. Et cet ensemble peut constituer un contrepoids social et un rempart efficace contre tous les opprimés, les Indiens, les Noirs et les Blancs pauvres, dont on a à craindre les révoltes.

La Constitution devient encore plus largement acceptable lorsque le Congrès vote la Déclaration des droits. Celle-ci garantit la liberté d'expression, de la presse, de culte, de pétitionner, de se réunir, d'être jugé équitablement et de pouvoir s'opposer à toute intrusion officielle dans son domicile. Elle garantit également l'habeas corpus selon lequel personne ne peut être emprisonné sans jugement.

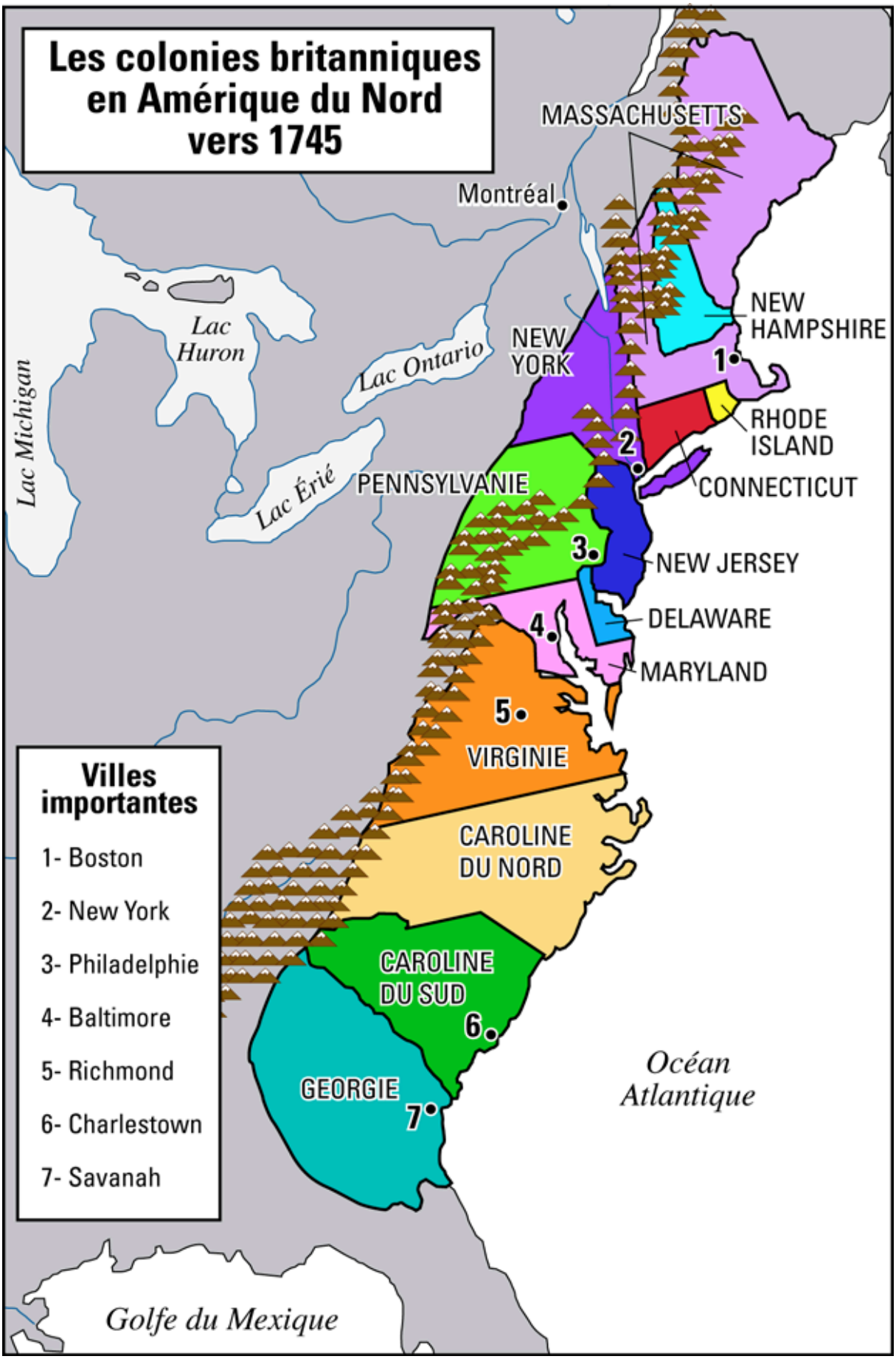
Mais le respect de ces droits ne peut-être que bien fragile dans la mesure où il repose sur un gouvernement des riches et des puissants. Les faits le montreront très rapidement. Ainsi, le gouvernement décide de mettre un impôt sur le whisky afin de rembourser aux gens fortunés les titres émis pendant la guerre. En 1794, les petits fermiers de l'Ouest de la Pennsylvanie prennent les armes et s'insurgent contre la collecte de cet impôt. Le gouvernement envoie l'armée réprimer cette rébellion.

En 1798, le Congrès votera un texte qui limite la liberté d'expression pour protéger l'Etat lui-même de toute critique, alors que le 1er amendement de la Constitution stipulait que le Congrès ne pouvait y toucher. Ce texte s'appelle la « loi sur la sédition ». Cette loi qualifie *« de crime toute propagation orale ou écrite d'opinion mensongère, scandaleuse ou malveillante »* contre le gouvernement, le Congrès ou le président, dans l'intention de les diffamer, de ternir leur réputation ou d'exciter contre eux la vindicte populaire. Elle sera immédiatement appliquée, et des Américains seront emprisonnés pour outrage au gouvernement.

Bibliographie

René Rémond, Histoire des Etats-Unis, Que sais-je n° 38, PUF 1984

Howard Zinn, Une histoire populaire des Etats-Unis De 1492 à nos jours, Agone 2002


Les colonies britanniques en Amérique du Nord vers 1745
MASSACHUSETTS
Montréal
NEW HAMPSHIRE
NEW YORK
1
RHODE ISLAND
2
CONNECTICUT
PENNSYLVANIE
3
NEW JERSEY
DELAWARE
4
MARYLAND
5
VIRGINIE
CAROLINE DU NORD
CAROLINE DU SUD
6
GEORGIE
7
Océan Atlantique
Golfe du Mexique
Lac Michigan
Lac Huron
Lac Ontario
Lac Érié
Villes importantes
1- Boston
2- New York
3- Philadelphie
4- Baltimore
5- Richmond
6- Charlestown
7- Savanah